



BUDGET, DÉFICIT ET DETTE PUBLICS : COMPTEZ SUR NOUS POUR TOUT COMPRENDRE !

(enregistré le 09 septembre 2025)

Introduction

LUCILE

Le budget, le déficit et la dette publique font régulièrement les gros titres de l'actualité.

Je m'appelle Lucile, je travaille à la Banque de France et avec mes invités, on fait le point sur les finances publiques françaises.

ADRIEN

Bonjour, je m'appelle Adrien, j'ai 28 ans et je suis social media manager.

LOUISE

Bonjour, je m'appelle Louise, je suis graphiste et j'ai 25 ans.

LUCILE

Bienvenue dans L'Éco en court.

EXTRAIT RADIO

LUCILE

Quand on parle des finances publiques, on ne parle pas seulement de l'argent de l'État.

ADRIEN

A priori, je pense directement à l'État français quand on me dit « finances publiques ».

LUCILE

On parle plus largement de l'argent des administrations publiques. Elles se répartissent en trois catégories.

Catégorie 1. Les administrations centrales, dont fait partie l'État. Il assure des missions essentielles comme l'enseignement scolaire, la sécurité et la défense, ou la

justice par exemple.

Catégorie 2. Les administrations publiques et locales, dont font partie les collectivités locales comme les régions, les départements et les communes. Elles gèrent les services de proximité comme l'entretien des écoles, des routes ou l'aménagement des villes et des villages.

Catégorie 3. Les administrations de sécurité sociale. Elles gèrent les retraites, la santé et les allocations des Français, via les caisses de retraite ou la Caisse nationale d'Assurance Maladie. Chaque type d'administration publique a donc ses propres missions et ses propres ressources pour les financer.

ADRIEN

Il y a l'impôt et après selon moi, il est redistribué mais je ne sais pas bien comment il est redistribué.

LUCILE

L'État tire l'essentiel de ses recettes de la TVA, puis de l'impôt sur le revenu. Il peut aussi percevoir des recettes des entreprises publiques ou de son patrimoine.

Les administrations locales se financent en partie grâce aux impôts locaux, aux recettes des services qu'elles proposent, par exemple le stationnement, et parfois grâce à l'emprunt. Enfin, les administrations de sécurité sociale.

LOUISE

Je ne sais pas du tout comment la sécurité sociale se finance.

LUCILE

Les administrations de sécurité sociale se financent par les cotisations sociales, la CSG (contribution sociale généralisée) et d'autres taxes qui leur sont dédiées. Si les ressources des administrations locales et de sécurité sociale sont insuffisantes pour équilibrer leurs comptes, l'État leur transfère de l'argent. Suite à diverses réformes de la fiscalité, ces transferts sont de plus en plus importants. Un budget équilibré, c'est quand sur une année, les recettes des administrations publiques couvrent exactement les montants qu'elles dépensent pour remplir leurs missions. Mais quand l'ensemble des administrations publiques dépensent plus d'argent qu'elles n'en perçoivent sur une année, on parle de déficit public.

ADRIEN

Je pense que ce doit être avant ma naissance que la France est en déficit.

LOUISE

Tu es né en quelle année ?

ADRIEN

1996.

LOUISE

Mais je pense que la France est en déficit depuis au moins la seconde guerre mondiale. Non, il y a eu les Trente Glorieuses après, ça a dû fluctuer, forcément.

LUCILE

Depuis 1975, chaque année, les dépenses des administrations publiques françaises sont supérieures à leurs recettes. Et le déficit de la France a tendance à se creuser car les dépenses augmentent plus vite que les recettes. Pour mesurer le déficit public, on le rapporte à un étalon, le produit intérieur brut ou le PIB. C'est le montant des richesses produites par un pays pendant une année.

LOUISE

Non, je ne sais pas du tout en pourcentage quel est le déficit de la France.

ADRIEN

En pourcentage non, après en euros, oui à peu près, je crois plus de 3 000 milliards.

LUCILE

En 2024, le déficit public s'élève à 5,8% du PIB. Cela veut dire que l'écart entre les dépenses et les recettes des administrations publiques équivaut à 5,8% de la richesse produite par la France cette année-là. Les administrations publiques ont donc dépensé 168,6 milliards d'euros de plus que ce qu'elles ont encaissé. La France a le taux de déficit le plus élevé de la zone euro.

Alors à quoi servent les dépenses publiques ?

LOUISE

Je pense que l'argent va énormément dans la sécurité sociale et l'éducation.

LUCILE

En 2023, les retraites sont le premier poste de dépenses publiques. Elles représentent 14,4% du PIB. Viennent ensuite les dépenses de santé, à 11,7% du PIB puis les mesures de soutien à l'économie, à 6,3% du PIB et enfin, les dépenses d'éducation, pour 5% du PIB.

Ces principales catégories de dépenses sont les mêmes que d'autres pays européens. Mais ce qui distingue la France, c'est le niveau de ses dépenses, et

surtout le rythme auquel ses dépenses augmentent, notamment les dépenses de protection sociale, dont les retraites.

Un autre poste a beaucoup augmenté, la charge de la dette, c'est-à-dire le paiement des intérêts de la dette de la France. En 2024, elle représente 2,1% du PIB. C'est plus que les dépenses d'assurance chômage.

Mais avant de parler de la charge de la dette, faisons le point sur la dette. Quand les recettes des administrations publiques ne suffisent pas à couvrir leurs dépenses, elles doivent trouver de l'argent pour combler cet écart.

Elles peuvent par exemple vendre des actifs, comme un bâtiment public ou des participations d'entreprises publiques. Elles peuvent aussi faire des opérations de trésorerie, par exemple utiliser de l'argent placé ou échelonner des paiements.

Mais pour l'essentiel, elles empruntent sur les marchés financiers, elles s'endettent.

Comme on l'a vu tout à l'heure, parce qu'il transfère certaines ressources aux administrations locales et aux régimes sociaux pour équilibrer leurs comptes, c'est majoritairement l'État qui emprunte pour toutes les administrations publiques.

C'est donc lui qui porte l'essentiel de la dette française.

A noter que l'État peut aussi s'endetter pour financer autre chose que le déficit, par exemple des prises de participation dans des entreprises ou des prêts à d'autres États. La dette publique, c'est donc l'ensemble des emprunts contractés par les administrations publiques et qui ne sont pas encore remboursés.

Alors que dans les années 80, elle représentait un peu plus de 20% du PIB, la dette publique s'élève à 113% du PIB en 2024. En France, la dette augmente surtout lors des crises comme celle du Covid, car l'État déploie alors des mesures de soutien à l'économie. Mais contrairement à d'autres pays européens, quand l'économie va mieux, les recettes supplémentaires ne servent pas à rembourser la dette.

Mais alors, jusqu'où un État peut-il s'endetter ? En pratique, il n'y a pas de niveau d'endettement maximum pour un État. La dette du Japon, par exemple, représente 240% de son PIB. Mais l'augmentation continue du ratio d'endettement de la France a des conséquences concrètes. D'abord, plus la dette augmente, plus elle coûte cher. La charge de la dette est déjà supérieure au budget de la défense et d'ici deux ans, elle pourrait être équivalente au budget du ministère de l'Éducation nationale.

Une charge de la dette élevée réduit donc d'autant les possibilités de dépenser ou d'investir pour l'avenir.

Ensuite, un endettement élevé avec une charge d'intérêt qui augmente dans un contexte de croissance faible peut mettre à mal la soutenabilité de la dette et nuire à la crédibilité de la France vis-à-vis de ses créanciers, c'est-à-dire les banques, les fonds, les compagnies d'assurance qui détiennent sa dette.

Fin 2024, 52% de la dette française était détenue par des créanciers non-résidents, c'est-à-dire non français, essentiellement européens. L'endettement de la France peut aussi peser sur ses relations avec ses partenaires européens.

ADRIEN

Je pense qu'il y a un endettement maximal, et en tout cas, je pense que l'Union Européenne avait fixé un pourcentage d'endettement maximal, mais je ne me rappelle pas du pourcentage.

LUCILE

En effet, au sein de la zone euro, il existe des règles pour éviter que l'endettement des uns pèse sur l'économie des autres. Ces règles, on les retrouve dans le pacte de stabilité et de croissance. Ce pacte fixe deux limites. Chaque année, le déficit de chaque état de la zone euro ne doit pas dépasser 3% de son PIB et la dette 60% de son PIB. La France dépassant ces seuils, comme sept autres pays de la zone euro, elle est sous le coup d'une procédure de déficit excessif.

ADRIEN

Peut-être rendre des comptes...

LOUISE

Il y a peut-être des sanctions de l'Union Européenne vis-à-vis de la France...

LUCILE

Concrètement, elle doit présenter à la Commission européenne un plan budgétaire structurel à moyen terme, c'est-à-dire un ensemble de mesures pour ramener progressivement ses comptes au niveau des seuils de 3 et 60 %.

Le plan de la France s'étale sur sept ans et vise à stabiliser, puis réduire la dette, quelle que soit la conjoncture économique.

Voilà, vous savez comment s'articulent le budget, le déficit et la dette publics. Dans les prochains épisodes, l'Éco en court va sur le terrain pour rencontrer les professionnels de l'inclusion bancaire. Alors n'oubliez pas de vous abonner à l'Éco en court, un podcast de la Banque de France. À bientôt !